SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Intersyndicale : REFORME DU TRONC COMMUN DU BAC PRO : l'étau reste grippé !

ACTUALITÉS PÉDAGOGIQUES



Des avancées en trompe l'œil… Forte des 1200 premières signatures de la pétition « pour le maintien des matières générales en épreuves terminales», l'Intersyndicale obtient de la part du Cabinet le retour de l'évaluation de l'Histoire Géographie et du Français par des épreuves terminales ainsi qu' un allongement du calendrier du projet de rénovation du tronc commun de quelque semaines. Mais le compte n'y est pas… Sur le calendrier d'abord : les quelques semaines que le Cabinet aura cédées ne changent pas le fond de nos revendications.

Rencontre avec le Cabinet du ministre sur la REFORME DU TRONC COMMUN DU BAC PRO : l'étau reste grippé !

En attente d'un arbitrage fort sur la réforme du tronc commun du Bac Pro, l'Intersyndicale de l'Enseignement agricole a rencontré le Cabinet du Ministre, en présence de la DGER, le 10 juin 2021.
En désaccord sur le calendrier et sur la méthode de travail et après avoir porté ses demandes de temps deconcertation et de lisibilité sur les travaux engagés par la DGER, l'Intersyndicale attendait de la part du Conseiller du Ministre qu'il ouvre le dialogue social.

Des avancées en trompe l'œil…

Forte des 1200 premières signatures de la pétition « pour le maintien des matières générales en épreuves terminales», l'Intersyndicale obtient de la part du Cabinet le retour de l'évaluation de

l'Histoire Géographie et du Français par des épreuves terminales ainsi qu' un allongement du calendrier du projet de rénovation du tronc commun de quelque semaines.

Mais le compte n'y est pas…

Sur le calendrier d'abord : les quelques semaines que le Cabinet aura cédées ne changent pas le fond de nos revendications. Comment pouvons-nous engager une réforme de cette importance au mois de mai pour la conclure au mois d'octobre, là où les dernières réformes de ce type mettaient plus d'un an à aboutir ?
Pourquoi avoir lancé l'écriture des contenus de référentiels il y a quelques jours, alors que l'architecture du diplôme fait encore l'objet de vifs débats et de contestations de la majorité des représentant.es des personnels ?
Pourquoi annoncer une consultation des personnels sur 3 mois quand cette période tombe en plein été et sur la période de rentrée ? …Cela n'est évidement ni sérieux ni digne d'un véritable dialogue social sincère !

Sur les épreuves terminales ensuite :

Nous contestions bien sûr l'exclusion des Mathématiques, du Français et de l'Histoire-Géographie des épreuves terminales mais notre exigence est plus large et porte aussi sur la préservation a minima d'une répartition 50 / 50 entre CCF et épreuves terminales. Le maintien du Français et de l'Histoire Géo est donc une première avancée, mais loin d'être suffisante. Nous réaffirmons la nécessité du maintien des mathématiques dans les épreuves terminales pour garantir l' équilibre de l'examen dans un cadre national.

Sur l'architecture enfin :

Sur ce point la DGER ne fléchit pas sa position et refuse d'envisager une réforme cohérente sur l'ensemble du parcours (2nde, 1ère puis Terminale) et une réécriture du tronc commun en cohérence avec la partie technique et professionnelle du diplôme.

En conséquence, l'Intersyndicale maintient une position ferme et exigeante…

- exigence d'une réforme au profit des jeunes et non d'une logique purement comptable,
- exigence d'un temps long pour cette rénovation et non d'un travail dans l'urgence dans une période de crise encore présente,
- exigence d'un dialogue sincère et non d'une diffusion incomplète d'information de la part de l'administration alors que tout est déjà écrit,
- exigence du maintien des engagements pris sur les évaluations dans l'enseignement agricole et non d'une dévalorisation assumée de la valeur nationale du diplôme.

L'Intersyndicale poursuivra dans les prochaines semaines son travail d'argumentation contre les incohérences de cette réforme. Elle appelle l'ensemble des personnels à signer, à faire signer massivement la pétition et à s'exprimer dès la mise en consultation des textes le 25 juin prochain.

Paris, le 11 juin 2021